



Communiqué de presse
9 octobre 2018

La CLCV défend les locataires au Congrès HLM de Marseille

La CLCV est une organisation de consommateurs et de locataires. Présente par l'intermédiaire de ses administrateurs auprès de 300 bailleurs sociaux, la CLCV ne peut accepter que les locataires soient les premières victimes des coupes budgétaires massives décidées et pérennisées par le gouvernement.

Après la révolution : la soumission du monde HLM

Nous avons constaté l'an dernier, au Congrès de Strasbourg, une forte ébullition et contestation de l'ensemble des acteurs du logement social¹ face aux décisions gouvernementales entraînant la suppression, entre autres, de 800 millions d'euros de trésorerie du secteur social de l'habitat dès 2018. Les organisations de locataires, dont la CLCV, ont soutenu, par la mobilisation des habitants, cette démarche contestataire.

La loi ELAN - dont le mouvement HLM s'est félicité, à notre grande surprise - n'est pourtant que la traduction des conséquences financières présentes dès le budget 2018, organisant et pérennisant la ponction de trésorerie qui devra se monter, à court terme, à 1,5 milliard d'euros et déstabilisant ainsi le modèle économique du logement social. Après la révolution de 2017, nous constatons une certaine résignation, voire une soumission du monde HLM.

La CLCV ne se résigne pas

Nous ne pouvons accepter le désengagement total de l'État qui, sur le budget de la Nation, ne consacre plus 1 euro au financement de l'aide à la pierre, tout en maintenant les avantages fiscaux pour les personnes se constituant un patrimoine immobilier.

La CLCV n'accepte pas que le FNAP soit financé uniquement par les bailleurs sociaux avec l'argent des loyers des locataires, qui constitue l'essentiel des moyens financiers des organismes.

Les locataires premières victimes des coupes budgétaires

Travaux de réhabilitation repoussés, entretien courant délaissé, travaux d'économie d'énergie annulés... Les bailleurs sociaux tranchent dans les postes entretien et gros travaux qui servent ainsi de variable d'ajustement budgétaire. Nombreux sont les exemples de baisses de 30 % des postes de maintenance et gros entretiens.

À l'occasion des élections des administrateurs représentant les locataires au Conseil d'administration des OPH, ESH et SEM, la CLCV réaffirme sa volonté de défendre le modèle du logement social, unique en Europe, seul capable de répondre à la crise du logement accessible financièrement à plus de 1,2 million de demandeurs.

¹ L'Union sociale pour l'habitat, les organismes et les professionnels du bâtiment.